

N^o. 193.

26. de la Convention Nationale.

RÉVOLUTIONS
DE PARIS,
DÉDIÉES A LA NATION.

AN SECOND DE LA RÉPUBLIQUE.

QUINZIÈME TRIMESTRE.

Avec gravures et cartes des départemens.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous



DU 16 AU 23 MARS 1793.

Taxe sur les riches & secours aux indigens.

LA loi (1) *agraire*, telle que l'entendent des gens qui n'ont rien, & que blesse la vue de ceux qui ont quelque chose, n'a jamais été réalisée, & ne pouvoit pas l'être; une telle loi seroit subversive de toute société civile & politique; un niveau rigoureux ne pourra jamais

(1) Dans le fait, voici ce qu'étoit la loi *agraire*, *lex Licinia agraria*. L'an de Rome 377, Célécinius Stolon, riche plébéen & tribun du peuple, pour dédommager le pauvre de l'aristocratie des patriciens, fit passer une loi qui ordonnoit qu'aucun citoyen ne pourroit posséder plus de 500 arpens, & qu'on distribueroit gratuitement ou qu'on affermeroit à un très-bas prix l'excédent de cette quantité de terres à ceux d'entre les citoyens qui n'auroient pas de quoi vivre, & qu'on leur concéderoit au moins à chacun sept arpens.

s'établir, & Lycurgue en étoit convaincu quand il proposa à ses compatriotes la communauté de biens ; c'étoit le seul moyen efficace pour parer à l'inégalité des fortunes ; mais ce système ne pouvoit convenir qu'à une république aussi circonscrite que l'étoit Sparte.

Quelle ressource reste-t-il donc aux grandes républiques , qui ne peuvent subsister long-temps si elles tolèrent dans leur sein l'aristocratie des riches , pire encore que celle des nobles & des prêtres , parce qu'elle a pour base des avantages plus solides ? Des loix somptuaires ? Elles répugnent au régime de la liberté. Presque tous nos rois en ont essayé , mais sans succès ; ce seroit bien pis dans une république qui ne doit avoir rien de commun avec l'administration des despotes.

La convention nationale vient de prendre à ce sujet une détermination sage qui auroit produit plus d'effet si on s'en fût avisé plus tôt ; mais nos législateurs s'en sont presque ôté le mérite , en paroissant ne céder qu'aux circonstances. C'est au moment de leur installation qu'il falloit décréter cette grande mesure. Que de scandales , que de maux ils eussent prévus ! Quand ils déclarèrent l'abolition de la royauté & l'établissement de la république , ils ajoutèrent , & ce fut à Danton qu'on en est redevable , que les propriétés seroient sacrées : c'étoit bien , mais ce n'étoit pas assez ; il falloit tout de suite prononcer peine de mort contre le premier qui déclinerait le nom de loi agraire dans le sens des anarchistes ; il falloit tout de suite mettre sous la sauve-garde immédiate de la loi le riche & le pauvre , & les rendre , pour ainsi dire , solidaires de l'oppression d'une part , & du pillage de l'autre ; il falloit dès ce moment poser un frein aux grandes fortunes , & laisser entrevoir au moins fortuné d'entre les citoyens la possibilité prochaine de posséder aussi son champ & un toit , ne fût-il que de chaume. La convention n'a pas su prévoir le mal ; elle a attendu qu'il fût arrivé pour y porter remède , & Barrère a été obligé d'en convenir. De son aveu , le décret qu'il a proposé n'est que pour faire taire la calomnie ; le rapporteur auroit dû dire la *médifance* ; mais ne récriminons pas contre nos législateurs , puisqu'ils reconnoissent leurs torts & travaillent à les réparer.

L'assemblée s'est levée toute entière , & par un mouvement spontané « a décrété la peine de mort contre

» quiconque proposeroit des loix agraires, ou toutes au-
 » tres subversives des propriétés territoriales, commer-
 » ciales & industrielles ».

Ainsi donc elles ne se renouvelleront plus sans doute, les scènes du 25 au 26 février, ni celles du 8 au 9 mars. Il est étrange & douloureux de voir qu'il faille une loi positive pour consacrer un tel principe, qui devroit être gravé dans le cœur de tous les hommes. *À chacun le sien* n'est pas une proposition moins évidente que celle *deux & deux font quatre*.

Mais, observa Barrère avec beaucoup de justice : en donnant aux propriétaires l'assurance que leurs propriétés seront respectées, tâchez d'en assurer aussi à la misère ». La convention décréta à l'unanimité qu'elle organiseroit la répartition des secours publics.

C'est par là qu'auroit dû commencer la révolution. Châtier les despotes, humilier les superbes, faire rendre gorge aux sang-sues publiques, tout cela n'est que la moitié de la besogne ; le plus essentiel, le plus pressé étoit de secourir la misère ; avant tout, même avant l'instruction, il étoit urgent de soulager la classe indigente, sans laquelle on ne seroit jamais venu à bout de briser le sceptre de la tyrannie. Des secours aux malheureux sont une dette publique, dit Barrère un peu tard. Il ne falloit pas mettre les sans-culottes pères de famille dans le cas de se dire avec amertume : nous avons renversé le trône, que nous en revient-il ? S'occupe-t-on de nous avec plus de sollicitude aujourd'hui qu'autrefois ? Toute révolution qui ruine ceux dont elle est l'ouvrage réussit difficilement.

Sans remonter plus haut, depuis le 10 août, qu'a-t-on fait pour le peuple ? Ce n'est qu'au bout de sept mois révolus qu'on s'occupe enfin de lui d'une manière efficace. Quelques veuves, quelques orphelins des citoyens morts aux Tuileries & sur les frontières, ont reçu quelques secours long-temps mendiés ! est-ce ainsi qu'on s'y prend pour affermir les bases d'une république fondée sur l'égalité ? Il y-a-t'il moins de misère ? C'est le thermomètre. Le bien-être d'une nation est la pierre de touche de son gouvernement. Mais, dira-t-on, les temps sont difficiles, les ennemis nombreux, les dépenses quintuplées. N'importe, le peuple ne devroit pas s'en ressentir, quant à ses premiers besoins : c'est au riche seul à faire face à tout. Que lui demande-t-on ? Son superflu. Le pauvre paie

bien plus cher la révolution , puisqu'il consent à lui sacrifier sa vie.

Ces considérations tardives ont paru enfin frapper nos législateurs ; d'après Barrère , ils ont unanimement décrété ce principe :

» Pour atteindre à une proportion plus exacte dans la
 » répartition des charges que chaque citoyen doit suppor-
 » ter en raison de ses facultés , il sera établi un impôt
 » graduel & progressif sur le luxe & les richesses , tant
 » foncières que mobilières. «

Ce principe est incontestablement juste & équitable ; il est digne d'être proposé à une nation libre. Le pauvre va enfin respirer , & le riche n'a point à se plaindre ; la liberté du commerce n'en reçoit aucune atteinte , & le luxe même est justifié (1) puisque loin d'être à charge à l'état , il contribuera à en acquitter les redevances. Mais tous ces brillans avantages ne sont encore qu'en perspective. Nous aurons encore long-temps des riches hypocrites ou égoïstes , qui pour se soustraire à l'imposition , ou pour se venger de se trouver atteints par elle , végéteront à côté de leurs trésors , & ne feront travailler ni l'artiste ni l'ouvrier. Que deviendra la classe industrieuse & que les économistes appellent stérile , dans un grand pays qui a vu luire les plus beaux jours du luxe & qui ne peut s'en passer ? Car de toutes les républiques connues , Sparte est peut-être la seule qui ait eu une durée de plusieurs siècles , sans sciences , sans arts & sans luxe. Quand bien même la république française seroit réduite au peu d'étendue de territoire qu'avoit Lacédémone , serions-nous d'humeur à nous modeler sur une ville qui ressembloit plutôt à une sucrerie d'Amérique qu'à un état républicain ? Les Spartiates n'étoient pour ainsi dire que des planteurs s'abreuvant des sueurs de leurs esclaves. Sparte ne se maintint libre qu'aux dépens des malheureux Ilotes , courbés sous la verge de

(1) Si toutefois il peut être justifié chez une nation libre. Le luxe , a dit quelqu'un dont le témoignage n'est pas suspect , (le chevalier d'Arc) le luxe est la ruine des républicains , l'appui du trône & le dédommagement des esclaves qui végètent sous le joug du despote.

Le luxe , dit l'auteur de la lettre de Brutus sur les chars , n'existe guère dans un empire , que quand il est sur le point de se dissoudre ; le luxe affoiblit l'esprit national.... Le financier dit : Le luxe est bon parce qu'il fait vivre les pauvres. Le philosophe répond : Qu'on ôte le luxe , & il n'y aura plus de pauvres.

leurs maîtres inhumains. Du moment que Rome s'aggrandit elle s'abandonna au luxe, & décréta quantité de loix somptuaires, entr'autres, la loi *Orchia*, qui limitoit le nombre des convives, sans borner la dépense de la table. Des amendes étoient le châtiment de l'infraction, & on les proportionnoit sur la gravité ou la fréquence du délit, ce qui étoit un espèce d'*impôt graduel & progressif sur les fortunes*. En payant l'amende, le propriétaire étoit libre de se livrer à ses goûts, & de donner des repas à tant de personnes qu'il vouloit.

On remarquera pourtant, & la remarque n'est pas de nous, elle appartient à l'historien *Tite-Live*, que l'Italie, dans le temps du plus haut degré du luxe de la république romaine, étoit de plus de moitié moins peuplée que lorsqu'elle étoit divisée en petites républiques presque sans luxe.

Au reste, pour obvier aux excès du luxe, il ne suffit pas de le taxer. Il faut remonter à la racine des abus. Pour prévenir la trop grande inégalité de richesses chez des républicains tous égaux, il faut poser un *maximum* aux fortunes, au delà duquel on ne pourra acquérir, même en payant une imposition proportionnée. Il faut déterminer aussi un *minimum* exempt de toute taxe, & susceptible d'encouragemens ou de secours, selon le cas.

Chez nous en ce moment, le luxe éprouve une éclipse presque totale; & par conséquent, il laisse quantité de bras oisifs, & ces bras peuvent se tourner ou contre eux-mêmes ou contre les auteurs de leur désœuvrement. Que la convention y prenne garde, le luxe est un ennemi domestique avec lequel il faut vivre encore quelque tems. Il en sera peut-être de l'impôt graduel sur les richesses, comme de la cote d'habitation. Beaucoup de gens se sont restreints à de petits foyers pour alléger leurs charges domiciliaires. Que fera-t-on de cette foule innombrable de citoyens qui n'existoient que par le luxe, & que le défaut presque total du luxe réduit à l'extrême misère? Quant aux artistes faits par leurs talens pour donner de l'éclat à leur patrie, la république ne peut se refuser à puiser dans le trésor public pour les occuper; mais jamais elle ne pourra subvenir aux besoins de tous. C'est aux riches à partager la sollicitude de la patrie envers ses enfans favorisés par la nature, mais victimes des circonstances; c'est aux riches à se procurer des jouissances honorables

qui seront vivre les artistes & fleurir les arts. Riche ! fais travailler le pauvre ; l'homme libre & pauvre rougit d'un bienfait mais non d'un salaire. Des hommes riches (lit-on dans un gros ouvrage trop estimé d'abord, & pas assez dans la suite) dont l'ame est élevée, élèvent l'ame des artistes ; ils ne leur demandent pas une Galatée maniérée, de petits Daphnis, une Madeleine, un Jérôme ; mais ils leur proposent de représenter *Saint-Hilaire*, blessé dangereusement, qui montre à son fils, le grand Turenne perdu pour la patrie. ... L'emploi des richesses dicté par l'esprit patriotique ne se borne pas au vil intérêt personnel, & à de fausses & de puériles jouissances.

Dans un pays où les richesses seroient entassées en masse & ne se partageroient qu'entre un petit nombre de citoyens, ce seroit une grande absurdité de mettre tout-à-coup les hommes opulens dans la nécessité de diminuer leur luxe. Ce seroit fermer les canaux par où les richesses peuvent venir du riche au pauvre, & vous réduiriez au désespoir une multitude innombrable de citoyens que le luxe fait vivre.

D'ailleurs le besoin de jouir, si naturel à ceux qui possèdent, forcera le propriétaire à mettre en circulation des biens qui cesseroient d'en être, si on n'avoit pas la faculté d'en user. Il est donc probable qu'après quelques momens d'humeur, un homme riche voudra jouir, sauf à payer en raison des plaisirs qu'il se procurera. Une clause de rigueur qu'il ne faudra pas que nos législateurs oublient dans le mode de leur impôt graduel, c'est qu'il sera perçu tout entier au profit de la classe indigente ; ce sera comme une espèce de restitution qui fermera la bouche au pauvre le moins endurant, & servira de barrière qui défendra mieux les propriétés que la peine de mort.

Au reste, imposer le luxe au profit de la misère, est chose bonne & même urgente ; mais bientôt il y aura quelque chose de mieux encore à faire : ce sera de faire disparaître le luxe & la misère. Ces deux mots qui ne vont jamais l'un sans l'autre, devroient-ils avoir un sens dans une république bien constituée ? Il y auroit un moyen de faire cesser ce scandale ; ce seroit de rendre toute la France agricole (1). Sous le despotisme, ce vœu étoit le rêve des gens de bien ; mais à présent ! . . .

(1) Voici un passage de la même lettre de Brutus, déjà citée, bon à mettre sous les yeux de nos députés :

La convention auroit-elle eu en vue cette heureuse idée, en inférant dans son projet de décret la proposition du comité de sûreté générale de partager les biens communaux, de multiplier les propriétés en vendant par petites parties le bien des émigrés, de démolir leurs châteaux qui ne pourront être transformés en établissemens publics, & d'en donner les matériaux au peuple pour lui faciliter de bâtir?

Sans doute que la convention, en distribuant les biens communaux aux citoyens pauvres, les mettra à même de les défricher, en leur fournissant les instrumens aratoires & quelques avances. La taxe progressive sur les riches lui en fournira les moyens. Sans doute encore qu'elle imposera la clause de ne pas vendre son arpent de terre aussi-tôt qu'on l'aura reçu. On ne fera rien de bon de quiconque se dépouille de sa propriété pour redevenir prolétaire.

Après la mort des Gracques, tous deux martyrs de la loi agraire, on en fit une autre portant que chacun auroit la liberté de vendre les terres qu'il avoit eues en partage; ce qui avoit été défendu par l'aîné des deux frères, lequel prévoyoit bien que cette seconde loi détruiroit la première.

Il en seroit de même chez nous du décret qui va distribuer aux citoyens pauvres les biens communaux; l'ivrogne, le lendemain, ne se trouvera pas plus avancé que la veille; dès-lors cette mesure civique est manquée. Pour que la république fleurisse, il faut que chaque citoyen soit propriétaire & se montre jaloux des devoirs & des droits que suppose ce titre, sans lequel on n'est ni pleinement libre, ni tout-à-fait patriote. Il n'y a point de patrie pour quiconque n'a aucun lien qui l'attache au sol. Malheur à une nation divisée en deux classes bien distinctes, celle des propriétaires & celle des prolétaires. Un tel peuple ne sera jamais indépendant & tranquille; il aura toujours en lui un germe de division intestine qui le promènera successivement de la servitude à l'anarchie, de l'anarchie à la servitude.

« Législateurs, ne détruisez point entièrement le luxe, mais sachez le diriger; faites qu'un citoyen opulent aime mieux construire un édifice public qu'une petite maison; qu'il ait moins de valets & plus de fermiers; que ses bœufs tracent des sillons dans les terres, & qu'à Paris ses chevaux n'écrasent pas les hommes ».

« La voilà, s'écrie Barrière en terminant son rapport ;
 » la voilà cette assemblée que la malveillance & l'aristocratie accusent de provoquer le pillage des propriétés ».

Les bons citoyens ont fait à la convention un autre reproche tout aussi grave ; c'est de n'avoir pas su prévenir le pillage long-temps médité & paisiblement exécuté sous les yeux du comité des douze. L'assemblée nationale n'a point provoqué le pillage des propriétés, mais elle n'a rien fait contre les propriétaires accapareurs. Si elle n'a point provoqué le pillage des imprimeries, quelques-uns de ses membres en ont comme donné le signal, en proposant la veille de faire main-basse sur tous les journaux, le bulletin excepté.

Devenue sage par ses fautes, la convention a bien mérité de la patrie dans sa séance du lundi 18 ; & comme le dit Barrère, cette séance sera remarquée par « l'influence qu'elle doit avoir sur notre tranquillité intérieure & sur la nature de nos divisions ».

C'étoit la meilleure réponse qu'elle pût faire aux patriotes chagrins & inquiets, en voyant les pilotes du vaisseau de l'état perdre la tête & donner contre tous les écueils ; c'étoit la meilleure mesure à prendre contre les troubles qui agitent plus ou moins presque tous les départemens ensemble. Puisse cette mesure être encore de saison pour déjouer les dernières manœuvres de l'aristocratie !

Vous tous, citoyens riches & pauvres, réunissez-vous donc autour de la convention ; rendez-lui votre confiance ; elle en a besoin, & vous ne pouvez vous passer d'un centre commun où toute la république vienne correspondre ; vous ne devez plus avoir d'inquiétudes personnelles. La convention vient de déclarer solennellement respect aux propriétés, secours à l'indigence, protection à ceux qui possèdent quelque chose, distribution de terres vagues ou conquises sur l'ennemi à ceux qui n'ont rien ; taxe graduelle sur les richesses ; moyens d'exister assurés à la pauvreté oisive ou invalide.

Rien ne peut désormais troubler la bonne intelligence dont nous avons besoin pour repousser l'ennemi commun & cueillir les fruits d'une révolution dont nous avons fait toutes les avances.

Suite

Suites de la conspiration.

Les événemens qui se sont succédés depuis dix jours ; n'ont malheureusement que trop confirmé tout ce que nous avons dit dans notre dernier numéro. La conspiration a embrassé toute la France ; elle part de ses ennemis les plus acharnés, des aristocrates prêtres ou royalistes, dont un grand nombre a pris le langage du patriotisme le plus exalté, pour tromper les patriotes faciles & crédules, & se rencontrer avec tous les aristocrates qui, plus francs & plus sincères, gardoient leurs premières habitudes ; car tous les extrêmes se touchent. On n'en vouloit aux brissotins que pour avoir occasion d'égorger les meilleurs patriotes ; & le comité de sûreté générale, au milieu d'une conspiration si vaste, si étendue, dont il eût été personnellement la victime, n'a rien su ni rien vu.

Tout étoit bien concerté : tandis que nos généraux feignoient d'ignorer la marche de l'ennemi, & qu'ils alloient loin de leurs avant-postes & de leurs cantonnemens épars, chercher des parties de plaisirs & de jeu, de bons lits & de bonnes tables, Clairfay chassoit notre avant-garde des postes de Deunhoven & de Hoïngen, lui enlevait ses canons, la poursuivoit au-delà d'Aix-la-Chapelle, & ce n'étoit point par la force de ses armes qu'il en triomphoit ainsi, c'étoit par la terreur. Des émissaires, au moment de l'apparition inattendue des Autrichiens, en exagéroient le nombre, glaçoient tous les cœurs d'effroi ; & au moyen de l'épouvante qui étoit semée partout, nos soldats furent vaincus, même pour ainsi dire avant d'avoir combattu. De semblables menées eurent lieu les jours suivans. L'ennemi instruit à propos en profita. Jusqu'alors il avoit évité les grands chocs ; assuré du succès, il engagea dans l'espace de quatre jours quatre actions différentes, qui toutes furent à notre désavantage : mais l'ennemi a grossi nos pertes avec autant de soin que nos généraux en ont mis à les diminuer. Après ces échecs multipliés, le désordre de l'armée fut à son comble ; des milliers de fuyards couroient par-tout, répandant que nous avions perdu plus de trente mille hommes ; & les scélérats, mêlés parmi les lâches, faisoient de temps en temps retentir ces paroles impies : *Vive le régent, vive Louis XVII.*

Elles trouvèrent, comme l'on sait, des échos dans Paris.
N°. 193. Tome 15. B

ris, & l'on espéroit bien qu'il en feroit de la convention comme de notre armée du Nord, comme de nos troupes débarquées à Cagliari, qu'elle seroit dissoute par la peur, bien plus encore que par le fer.

Pitt & ses agens profitoient pour égarer nos armées de la défiance que quelques chefs avoient inspirée au soldat; & pour égarer les départemens de l'intérieur, il ajoutoit à la haine que les chauds patriotes avoient pour le parti de la Gironde & de Brissot; mais leur projet étoit d'écraser à la fois & les généraux & les armées; d'égorger & le côté droit & la montagne. Nos défaites sont la preuve assez claire de la première partie de leur dessein. Les faits suivans dévoilent également le reste du complot.

Commençons par rendre compte des deux assassinats exécutés dans le département du Loiret sur deux hommes, dont l'un, membre de la convention nationale, étoit en commission à Orléans; & l'autre, ci-devant député de Paris, étoit retiré à Montargis, sa patrie.

Arrivés à Orléans, les commissaires de la convention se rendoient à la maison commune; une forte garde apostée dans la cour les attendoit au passage. Une trentaine d'hommes armés se jettent sur eux en criant: *voilà ces scélérats*. Léonard Bourdon est saisi, traîné dans la cour, plusieurs coups de fusil & de pistolet sont tirés & ne blessent personne; les collègues de Léonard Bourdon le réclament. On le massacroit dans l'anti-chambre de l'hôtel-de-ville. Le seul commandant Dulac se précipitant entre ses assassins & lui, lui fit un rempart de son corps. La municipalité d'Orléans, requise de donner les noms des officiers de service, s'y est refusée, & l'on ne doit pas s'en étonner, car l'esprit public de cette ville est généralement mauvais; les canonniers & les volontaires y professent hautement l'aristocratie la plus insolente. La convention a pris les mesures de rigueur que les circonstances exigeoient; elle a ordonné que la municipalité d'Orléans seroit traduite à la barre; que la garde nationale de service au poste de la maison commune le 17, seroit désarmée, & a déclaré la ville d'Orléans en état de rébellion, jusqu'à ce que les citoyens aient livré les prévenus de l'assassinat. Bourdon a lui-même écrit à la convention, heureusement aucune de ses blessures n'est dangereuse.

Le 14 du même mois, trois jours auparavant, Pierre Manuel avoit été assassiné à Montargis de la manière suivante;

Mandé à la commune pour tirer au sort , quoiqu'il eût déclaré être privé d'un œil & estropié des deux mains , Manuel s'y rendit sans difficulté , il entre dans l'enceinte & demande la parole ; à l'instant une bande de scélérats fond sur lui , on le renverse , on le frappe , on veut l'entraîner : Les officiers-municipaux , & principalement le procureur-syndic du district , luttent pendant deux heures contre la troupe acharnée ; enfin ils viennent à bout de l'arracher des mains de ces brigands & le conduisent chez sa sœur la citoyenne Merlin. Cette femme courageuse protège la retraite de son frère , & ferme sa boutique sur les assassins , mais c'est en vain ; ceux-ci ne veulent point lâcher leur proie , ils brisent la porte , montent à la chambre où l'on venoit de déposer Manuel , & le traînent au pied de l'arbre de la liberté dans la résolution de l'y pendre. Un piquet de grenadiers n'auroit pu l'empêcher , on avoit commencé par les désarmer presque tous. Les municipaux , aidés de quelques bons citoyens , ne quittèrent point le patient , ils parvinrent à le mettre à l'abri dans la prison , il y entra presque nu & couvert de soixante blessures , dont cependant aucune n'est mortelle. Pour l'honneur des habitans de Montargis , il faut dire que les bourreaux étoient ou étrangers à cette ville ou au service des prêtres & des nobles du pays.

Pendant que des scélérats apostés exécutent des assassinats partiels , précurseurs d'un massacre général , les contre-révolutionnaires lèvent l'étendard de la révolte dans l'intérieur de la république , ils forment des corps d'armées , & portent le fer & le feu sur leur passage. C'est dans les départemens de la Vendée , des 2 Sèvres & d'Ille & Vilaine que se sont formés les noyaux de ces attroupemens ; ces hordes composées de prêtres , d'émigrés , & de leurs valets , ont déjà ravagé plusieurs villes & villages , en criant : *vive le roi , vive le régent de France*. Ils ont quelques pièces de canon , & leur nombre est dit-on de 20 à 30 mille , ils marchent sur Angers & Tours , en pillant par-tout & massacrant impitoyablement les patriotes isolés qu'ils rencontrent.

Si la contre-révolution étoit possible en France ce seroit par les prêtres qu'elle s'opéreroit : en général les ci-devant nobles ne sont regrettés nulle part , ils n'ont point de crédit sur les esprits , ils n'ont d'autre arme que leur épée , tandis que les prêtres hypocrites ont pour eux la certitude d'être crus par les hommes foibles , & l'habitude

de les tromper. D'après cela quel ascendant n'ont-ils pas sur ceux qu'ils égarent lorsqu'à la parole ils joignent l'exemple ? On présume que ce sont les prêtres qui ont fait assassiner Manuel : cela est possible, il avoit aidé à les démasquer, & c'est un crime que l'église ne pardonne jamais. Quoi qu'il en soit, on ne peut douter que les prêtres ne soient les premiers moteurs des troubles qui nous agitent ; ils s'immiscent dans toutes les affaires ; ils parviennent à influencer, à diriger les corps administratifs. A Toul, par exemple, les officiers de police menés par les prêtres, ordonnent en dépit de la liberté des cultes & des droits de l'homme de fermer boutique pendant la grand'messe, & condamnent à de fortes amendes ceux qui, usant à mort de leurs droits, les ouvrent sans étaler ; tout cela dans l'intention d'agrir les esprits & de soulever le peuple.

Et c'est sur-tout dans les pays déjà fanatisés que les prêtres ont établi le théâtre de leurs crimes. La Bretagne, à l'exception du Finistère, après avoir brisé l'idole de la noblesse, a toujours gardé celle de la prêtraille ; & n'a pas reçu de bon cœur la constitution civile du clergé ; on en peut dire autant du département de la Vendée. Autun, tout peuplé de prêtres, avec ses sept paroisses, ses deux séminaires, ses deux chapitres, ses six ou sept couvents, ne pouvoit qu'être aristocrate ; aussi des mouvemens contre-révolutionnaires s'y sont-ils manifestés. A Lyon, c'est un prêtre qui a été la première cause de l'anarchie. Les commissaires de la convention l'ont reconnu. Laussel, prêtre & ex-moine étoit parvenu, à force d'intrigues, à la place de procureur de la commune : en peu de temps il avoit travaillé toute la ville. On a été obligé de le faire arrêter.

A cette bande de prêtres se joignent de nombreux émigrés qui ont extorqué des certificats de résidence, de civisme même ; & voilà comme les aristocrates, avec la cohorte de leurs valets, se trouvent en force par-tout. C'est ainsi qu'ils ont formé un corps d'armée dans les départemens d'Ille & Vilaine & de la Vendée ; c'est ainsi qu'à Dijon ils ont fait un rassemblement qui eût pu devenir sérieux sans le bon esprit & le patriotisme qui règne dans cette ville. C'est ainsi qu'à Troyes ils ont perverti l'opinion, au point que le mot charmant *Prussien* est un terme de galanterie qu'emploient les femmes à l'égard de leurs cavaliers favoris ; c'est par eux enfin que Paris & les sections ont été en butte aux intrigans de toute espèce. Par-tout ces patriotes nouveaux ont pris le langage de la liberté ;

mais ils l'ont poussé jusqu'à la licence, ils ont enflammé les têtes ; & du plus pur patriotisme, ils les ont progressivement amenées à l'aristocratie la plus raffinée. Dans un grand nombre d'endroits ils ne se sont plus masqués ; le langage du royalisme est devenu le signal de leur ralliement ; dans d'autres ils se sont contentés d'exciter des fermentations sourdes & souvent sans objet ; le premier prétexte leur étoit bon, pourvu qu'il conduisît à leur fin. Ils ont exaspéré les esprits d'abord à l'occasion des subsistances, ensuite à cause du recrutement ; mais on reconnoît toujours les mêmes moyens & le même but.

Plus l'on suit avec attention les fils innombrables de cette abominable trame, plus on est étonné que le comité de sûreté générale n'en ait pu saisir aucun. Le ministre de la justice nous répète que cela tient à trente personnes : où sont-elles donc ? pourquoi ne les arrête-t-on pas ? Le comité d'insurrection qui avoit cependant envoyé des députations à la commune & des lettres à des sections, se trouve aujourd'hui fondu, & selon lui rangé dans la classe des chimères ; On n'y conçoit plus rien ; & comme on ne veut pas nous donner des détails circonstanciés sur la cause de nos défaites, on veut aussi nous celer celle de nos troubles intérieurs. Garat cherche à contenter tout le monde ; mais comme on l'a remarqué, il travaille moins à rapprocher les deux partis qu'à se rapprocher d'eux.

Au milieu de tous ces maux, nous avons cependant de grands motifs de consolation : des troupes nombreuses marchent contre les rebelles qui ne pourront résister longtemps : dans tous les lieux où les dissensions n'ont pas été si violentes, malgré tous les efforts des malveillans, le recrutement a réussi au-delà de nos espérances ; Paris, Libourne, la Rochelle, Autun, ou pour mieux dire toute la France, car il faudroit compter jusqu'aux moindres villages, ont fourni plus que leur contingent. Les faux bruits, les terreurs paniques semées avec tant d'art n'empêchent pas les citoyens de s'enrôler, & la garde nationale, du département du nord de voler à l'armée de la Belgique, ni les gardes nationaux de la Vendée & des lieux circonvoisins de marcher sous les ordres des généraux Macé & la Bourdonnaye contre les ennemis intérieurs. Les dangers que nous avons courus redressent l'esprit public faussé par l'exagération des principes ; les sociétés populaires reviennent au calme & à la dignité qui leur convient ; elles se préparent à repousser

hors de leur sein tous les intrigans qui s'y étoient jetés. Les Jacobins n'ont jamais mieux montré que les orateurs incendiaires leur étoient étrangers, & n'étoient que des intrus glissés parmi eux; ils prennent une attitude imposante, ils ont aujourd'hui toute la chaleur de la raison; ils se purgent par le scrutin épuratoire. Quelques sections ont fait justice de leurs meneurs en les éliminant : puissent-elles imiter toutes un exemple si salutaire !

La convention elle-même, qui ressembloit aux ourtes d'Ulisse, d'où sortoient toutes les tempêtes, donne aujourd'hui un bel exemple; elle a marché toute entière vers la source du mal; elle a senti que ce qui secondoit les tentatives des aristocrates & fortifioit leur parti, étoit d'un côté les craintes du riche, & de l'autre la persécution du pauvre; elle a assuré aux uns leur jouissances, & aux autres l'existence (1).

Une mesure sage que la convention a encore adoptée sur la motion de Barrère, c'est celle de chasser tous les étrangers sans aveu : les circonstances où nous nous trouvons lui en faisoient un devoir, ainsi que la conduite des puissances étrangères à l'égard de nos compatriotes, conduite qui n'est que trop fidèlement peinte dans l'extrait suivant du rapport du ministre des affaires étrangères.

«.... J'ai rendu compte précédemment des injustices exercées contre plusieurs individus français détenus dans des cachots & dépouillés de leur fortune; ces mesures partielles, dictées par le préjugé & la haine, ont pris depuis quelque temps le caractère d'une proscription générale. Des voyageurs, des négocians paisibles, des femmes, des vieillards sont expulsés de leur domicile, leurs propriétés, leurs biens sont saisis; eux-mêmes sont abandonnés aux besoins de toute espèce, à l'intempérie de la saison, & aux insultes barbares d'un peuple égaré, que les prêtres fanatiques excitent au meurtre & à l'assassinat. Un manifeste qu'on dit être sanctionné par le vice-roi d'Arragon, sollicite les habitans de faire main-basse sur ces malheureuses victimes du despotisme, pour faire disparaître de la surface de la terre une race perverse & naturellement ennemie de Dieu & des rois. C'est en conséquence de l'ordre spécial du roi Charles que se commettent

(1) C'est un très-grand inconvénient de nos sociétés, & aussi il est bien difficile de parer, que les loix faites pour les riches sont de nature à être exécutées sur le champ, tandis que le pauvre ne jouit qu'en espérance de celles qui sont en sa faveur, il faut qu'il prenne patience en attendant le bien qu'elles lui feront.

atrocités ; par l'interprétation très-étendue qu'on donne à cet ordre tyrannique , tous les Français qui ne sont pas en Espagne depuis dix ans , ou qui n'ont pas prêté le serment requis par la cédula du 20 juin , doivent sortir du royaume dans le terme de 48 heures ; les individus frappés de cette proscription n'ont que le temps d'en être informés , on les chasse des maisons sans aucun secours , on saisit tous leurs effets. Plusieurs ne peuvent sauver les vêtemens nécessaires pour faire leur route. On a vu des femmes ayant des enfans à leur sein , exposées nues dans les rues , & redoutant à peine la mort , dont les menaçait un peuple armé par le fanatisme.... Mais ce n'est pas seulement le roi Charles qui a provoqué d'une manière aussi outrageante le juste ressentiment de la république ; le roi d'Angleterre , le gouvernement stathoudérien , la Prusse , l'Autriche , le plus grand nombre des petits despotes de l'Allemagne , l'évêque de Rome , ont successivement adopté des mesures également arbitraires & funestes à nos concitoyens ; partant des traîtres qui ne méritent plus le nom de Français , ont été comblés de faveurs , partant les enfans chéris de notre patrie , ont été avilis & opprimés ; malgré cet oubli général de tous les principes de l'hospitalité & de la justice dans presque toute l'Europe , la nation française a seule conservé son caractère antique de loyauté & d'humanité. Elle a accueilli avec intérêt les étrangers de tous les pays ; elle les a protégés , même elle leur a laissé la jouissance de plusieurs exemptions & privilèges qui les mettent au-dessus de ses propres citoyens. Cependant c'est cette nation seule qui a contre les étrangers les griefs les plus grands ; c'est par les étrangers que sont travaillés journellement les citoyens trop faciles à égarer ; c'est par les étrangers que se distribue avec profusion l'or qui corrompt une partie du peuple ; c'est par eux que se répandent dans le sein de la république les faux assignats , les fausses nouvelles & les faux principes : quelques-uns d'entre eux ont poussé l'audace jusqu'à se former un comité secret pour correspondre avec nos ennemis. Ils pénètrent jusques dans nos assemblées populaires ; ils empoisonnent l'esprit public ; ils prêchent au centre de Paris , & même aux portes du sénat national , le mépris des loix , l'insurrection & le carnage , &c....

Comme on voit , ceci motive de reste l'expulsion décrétée. Si à ces grandes mesures la convention joint une fermeté constante & assidue , si elle cède au besoin de la

concorde & de l'union, si en exerçant par-tout une surveillance active, elle appelle une justice prompte & sévère, la patrie est sauvée. C'est dans les grandes crises qu'il faut un grand courage, une fermeté inébranlable & c'est à la convention nationale à montrer l'exemple.

Sa conduite a été belle & digne du peuple qu'elle représente, au moment où elle a appris l'échec qu'à essuyé notre armée du nord; elle est restée dans le calme & le sang froid; aussi s'est-elle trouvée disposée sur le champ à délibérer sur les mesures que lui proposoient le ministre & le général.

Voici les lettres qui furent lues dans la séance de jeudi 21 mars 1793.

Lettre du ministre de la guerre au président de La convention.
 « J'ai reçu du général Dumourier une lettre, que j'ai communiquée au comité de défense générale : elle m'annonce une désertion considérable, & le malheur est confirmé par les commissaires de la convention dans la Belgique. J'ai pris sur le champ toutes les mesures qui étoient en mon pouvoir pour arrêter le mal. Les soldats se livrent à des pillages & à des vols continuels, qui nous aliènent l'esprit des habitans dans un moment où nous avons le plus grand intérêt de les ménager. J'ai donné ordre à la gendarmerie de poursuivre & de ramener les fuyards; j'ai fait mettre en vigueur des loix militaires & les cours martiales; mais elles sont insuffisantes. Je regarde comme un objet de la plus haute importance, que la convention s'occupe de faire des loix militaires pour les temps de guerre; cette mesure devient de plus en plus urgente : ce moment sur-tout les rend nécessaires; & sans elles, point d'armées ».

Copie de la lettre du général Dumourier, datée de Tirlemont, le 19 mars.

« C'est avec bien de la douleur, citoyen ministre, que je vous rends compte de l'échec funeste que je viens de recevoir. Vous aurez vu par mes lettres d'hier que mes sentimens à cet égard ne se sont que trop justifiés. Sur la nouvelle que j'ai reçue des dangers de Namur, & de l'approche d'un corps de près de 10,000 hommes qui se dirigeoit sur Bruxelles & Louvain, j'ai cru ne pouvoir sauver la chose publique qu'en déplaçant l'ennemi de son camp de Neuvengen; j'ai fait un plan d'attaque sur la gauche de l'ennemi; la division du centre attaquoit sur Neuvengen, & la gauche commandée par Miranda & Champmorin attaquoit

sur le village de . . . La droite & le centre ont eu quelques succès, quoique l'infanterie se soit repliée deux fois, & qu'elle ait été chassée du village de Nervengen. L'attaque de gauche a été malheureuse. La retraite s'est faite avec confusion jusque derrière Tirlemont & peut-être plus loin. Le maréchal-de-camp Miken, commandant l'artillerie, a été tué, & deux officiers-généraux ont été blessés dans cette retraite, ou plutôt dans cette fuite. Nous avons perdu beaucoup de monde & plusieurs pièces de canon, dont 3 de 12. J'ignorois cette déroute, & je comptois attaquer demain matin pour compléter la victoire, lorsqu'inquiet de ne recevoir aucune nouvelle de Miranda, & entendant murmurer qu'il s'étoit retiré, j'ai quitté à la nuit tombante la partie victorieuse de l'armée, pour venir savoir des nouvelles de la gauche. Je fus étonné de venir jusqu'à Tirlemont, sans trouver aucun corps. J'ai donné ordre à Miranda de reprendre son poste sur les hauteurs de Sainte-Marguerite, pour couvrir la retraite.

» Je vous envoie, Citoyen ministre, une lettre de Valence, qui a été blessé & qui vient de partir pour Bruxelles.

» Je vais reprendre le camp de Louvain pour couvrir Bruxelles & Malines. Je ne puis vous celer que le mal & la désorganisation sont à leur comble; je crains les suites funestes de cette retraite, dans un pays dont nous avons soulevé contre nous les habitans par le pillage & l'indiscipline. Je ferai tout ce que je pourrai pour sauver l'armée qui m'a témoigné beaucoup de confiance. Je m'en rapporte à son jugement. Je me soumettrai très-franchement à l'examen le plus sévère, & je demanderai moi-même un conseil de guerre pour juger tout ce que j'ai fait. Trop heureux si le sacrifice de ma vie peut être utile à la liberté; que je la perde en combattant pour la patrie, ou condamné par elle, je ne crains ni les jugemens de mes concitoyens, ni celui de la postérité. Vous jugez que la perte a dû être considérable; elle est au moins de 2000 hommes. Je dois rendre justice au soldat le plus brave de l'univers, mais il manque d'officiers expérimentés; je propose la suppression du mode d'élection. L'élection ne donne pas les talens, ne commande pas la confiance, n'obtient point la subordination. Signé, DUMOURIER ».

Lettre de Valence à Dumourier. « Général, une forte confusion au bras droit m'empêche de vous écrire moi-même. L'infanterie ayant, comme vous le savez, été repoussée deux fois, j'ai chargé moi-même, à la tête de la cavalerie; j'ai percé à travers les ennemis, & j'ai reçu trois coups de sabre sur la tête, dont un, qu'on assure cependant n'être pas mortel, m'a jeté la peau du crâne sur les yeux. Je me rends à Bruxelles, où j'espère apprendre qu'il ne vous est rien ar-

rivé. La droite eût toujours tenu, si la gauche n'eût pas plié. Je conserve l'espérance de vous seconder, si ma blessure me permet encore de vous suivre dans cette campagne.

Signé, VALENCE ».

C'est à la convention à raffermir maintenant la discipline par de bonnes loix. La première cause du mal a été attaquée ; le reste est facile à détruire. Quant au mode d'élection, il nous paroît étonnant que Dumourier en demandât le changement ; celui-là qui a des talens est aisément distingué des soldats ; c'est lui qu'ils choisissent de préférence, & en eût-il moins qu'un autre, il inspirera toujours plus de confiance, puisque son élection même en est une marque.

Vendredi soir, Camus, commissaire de la Belgique, fit un rapport sur la situation de notre armée dans ce pays, & sur les dispositions des Belges à notre égard. Après avoir rendu compte de la malheureuse affaire de Rervinde, il s'est exprimé ainsi :

« Notre armée a maintenant une bonne contenance ; elle occupe même une partie de l'emplacement où l'armée ennemie se trouvoit. Le général Dumourier a raison de se plaindre de la conduite de nos soldats. Ils prétendent avoir entendu dire, dans la dernière affaire, aux ennemis, point de prisonniers ; tuons tout. D'après cette idée, ils ne ménagent rien, ils pillent, ravagent, & souvent les paysans demandent la vie à genoux.

» Hier matin, comme je passois à Mons, le général Ferrand m'a communiqué une lettre du général d'Arville, qui commande à Namur. Le 17 & le 18 de ce mois, on s'y est battu sept à huit heures chaque jour. On a fait plusieurs prisonniers & tué du monde à l'ennemi : ainsi vous voyez qu'à Namur tout est en bon état.

» Le général Ferrand, indigné des pillages, des vols, de l'insubordination que l'on vous dénonce de toutes parts, vient de faire un exemple de sévérité sur dix-neuf chasseurs qui s'étoient débandés. Il en a fait raser six, les a fait conduire ignominieusement à l'armée & ramener à Mons, pour y être poursuivis dans toute la rigueur des loix.

» Il est faux que l'esprit des Belges soit entièrement aliéné de nous ; mais il est vrai que ce qui s'est passé dans la Belgique, & notamment à Bruxelles, les a violemment indisposés : plusieurs parties du décret du 15 décembre ont été exécutées avec imprudence ; des scènes scandaleuses se sont passées dans les églises ; une conduite plus sage, plus modérée a ramené les esprits. Quand je suis parti de Bruxelles tout étoit tranquille.

» Voilà ce que j'avois à vous dire sur l'esprit public des villes. Celui des campagnes a été affecté de même.

& ramené aux mêmes dispositions. Pourvu qu'on ne choque pas les Belges , pourvu qu'on respecte à leur égard les droits de l'homme , on en fera des Français. Au reste , il n'est aucun moyen qu'on n'emploie à Paris pour calomnier les Belges. Aujourd'hui l'on m'a montré une lettre de Bruxelles , dans laquelle on annonce que j'ai été assassiné , ainsi que mon collègue Treilhard. Depuis trois mois que je suis dans la Belgique , je n'ai pas encore été menacé ni insulté une seule fois ».

Une chose qu'on ne sauroit trop recommander au pouvoir exécutif , c'est de faire de bons choix dans les commissaires qu'il envoie. On a employé presque par-tout de trop jeunes têtes. Entre autres méfaits de plusieurs commissaires , on fait avec quelle irrévérence , pour les objets du culte , s'est conduit le commissaire Chépy dans la Belgique. Devant un peuple enfant , il ne faut point insulter à la chapelle , au calice ni aux ornemens.

En dernière analyse , on voit donc que , quoique nous soyons environnés de périls , le remède est par-tout à portée du mal. Les contre-révolutionnaires du dedans ne peuvent tarder d'être défaits , & les renforts arrivent de toutes parts contre eux. Les commissaires chargés de la visite des places frontières en rendent un compte satisfaisant. Le recrutement se fait avec activité. Notre armée du Nord , débarrassée des lâches qui ont pris la fuite à Arvinde , a encore la même valeur qui la fit vaincre sur les plaines de Champagne , & Dumourier saura encore mener la victoire sous nos drapeaux , comme récemment il l'a fait à Biron & Kellermann en battant les Prussiens.

Lyon , le 17 mars 1793 , l'an 2 de la république.

Citoyen Prudhomme , la peine & les anxiétés cruelles que me font éprouver les malheurs d'une patrie que je porte dans mon cœur , & pour laquelle , après avoir tout sacrifié sans murmure , je voudrois encore sacrifier tout mon sang s'il étoit seul suffisant pour la sauver , me font prendre le parti de te communiquer mon opinion sur ce qui se passe dans cette ville. Je ne te tiendrai que le langage d'un ouvrier , d'un homme simple , d'un homme enfin dont l'éducation n'a pas été assez soignée par la fréquentation du monde pour avoir perdu son caractère de franchise & de bonhomme qui constitue celui du véritable républicain.

Les commissaires de la convention à Lyon ont écrit à la convention que le patriotisme régnoit moins dans cette ville qu'ailleurs : ils ont raison ; mais ils en attribuent la cause à des agens de la cour de Paris & d'un sénat perfide. Il peut en être quelque chose ; ils ont d'ailleurs reçu des renseignemens sûrs à cet égard : moi , je pense que la cour & le sénat dont ils parlent viendroient briser leurs efforts contre l'arbre de la liberté planté sur les Terreaux , si les corps administratifs se comportoient mieux , & notamment la municipalité. Je ne dis pas qu'ils aient eu intention de mal faire , mais ils ont mal fait par défaut de sagacité & de prudence ; presque toutes leurs opérations ou n'ont pas atteint leur but , ou l'ont outre-

passé, de manière que le vaisseau de la révolution, depuis six mois à Lyon, n'a éprouvé que des roulis & des sautes qui ont prouvé l'impéritie des pilotes, & ôté le courage à la majeure partie de l'équipage, qui est sur les dents : c'est alors que les intrigans ont pu tenter de le submerger.

La municipalité étoit trop influencée par un nommé Laussel, procureur de la commune, intime d'un nommé Challier. Je ne prétends pas dénigrer ces deux personnages, dont je ne connois pas les dispositions intérieures ; mais je les crois auteurs de tous les troubles qui ont agité cette ville. Ils ont pu vouloir former l'esprit public, mais ils l'ont tué par leurs mesures incohérentes & arbitraires, semblables à celles de votre comité des douze. Tous les citoyens patriotes indolens, chauds patriotes & véritables républicains n'ont plus vu en eux que des tyrans ; ils ont redouté ce gouvernement, se sont dit : à quoi donc ont servi & serviroient les énormes sacrifices que nous avons faits & que nous voulons encore faire pour maintenir le meilleur des gouvernemens, s'il entraîne avec lui tant d'inconveniens ? De sorte que presque tous ont pris l'abus de la chose pour la chose même. Les intrigans n'ont pas manqué de profiter de la disposition des esprits, & c'est ce qui a occasionné l'affaire de l'Arlesien où je t'assure qu'il y avoit beaucoup d'excellens patriotes, sans-culottes, qui ont pensé que les membres de la municipalité égarés par ces deux hommes, ne devoient pas disposer des armes pour les diriger ensuite contre tout le peuple, qui sembloit être regardé par ce Laussel comme les humains sont regardés par Dieu dans le jour de sa colère, suivant l'expression des dévots.

Les préjugés n'étoient pas non plus favorables à ce Laussel. Il est, dit-on, piémontais d'origine, & ci-devant prêtre ; tous les partis avoient matière à le haïr ou à le craindre ; les aristocrates les bigots ne voyoient en lui qu'un homme dangereux, un imposteur par sa ci-devant qualité de prêtre révolutionnaire, les patriotes craignent toutes les espèces de prêtres le regardoient de même, & le suspecitoient encore davantage comme piémontais, & lui ne justifioit pas mal cette opinion par ses entreprises inquisitoriales. Aujourd'hui il est en prison ainsi que son secrétaire. Qu'a-t-il fait ? S'il est innocent, les Lyonnais sont tous aristocrates ou royalistes, comme on prétend ; s'il est coupable, les Lyonnais n'ont fait que s'insurger contre la résistance à l'oppression : cela est tout naturel. Laussel étoit un tyran qui gouvernoit la municipalité ; celle-ci influencée par lui, gouvernoit le peuple : donc le peuple étoit tyrannisé.

Crois, citoyen, qu'à Lyon comme ailleurs, le peuple est patriote & que la classe de ceux-ci est la plus nombreuse ; mais qu'ici comme ailleurs aussi les intrigans se sourent par-tout, & ferment à tous les véritables citoyens toutes les issues pour parvenir à faire entendre leurs voix. Ces intrigans, je ne dis pas soudoyés par aucun parti, mais de ces hommes pour qui les malheurs publics sont des moyens de parvenir, font crier le pauvre contre le riche, & les rendent tous les deux les instrumens de leur destruction réciproque ; ce n'est pas de ville en France, même à Paris, où le peuple soit plus malheureux qu'à Lyon : il n'y a point de travaux, & le pain à vos Parisiens appelloient du pain de chien, on se l'arrache à 5 sous la livre de quatorze onces ; le pain blanc, tel que vous le mangez à Paris, se vend 7 sous la livre aussi de quatorze onces, ce qui valeroit du pain à environ 8 sous la livre à Paris : il est vrai que la municipalité a taxé ce premier pain à 4 sous, en indemnifiant les boulangers d'un sou par livre ; mais les boulangers ou n'en ont pas, ou le font toujours payer 5 sous, ou bien il faut aller chercher des commissaires de la municipalité & la garde pour se procurer du pain : tout le reste a éprouvé le même renchérissement.

Si les commissaires de la convention daignent descendre du haut de leur auberge où ils se complaisent à se faire voir avec leur

à moustaches & tout galonné comme ces éducés qui accompagnoient les ci-devant princes, & qu'ils aillent dans les fabriques, chez les malheureux dont cette ville fourmille, dans les corps-de-garde sur-tout, où on voit l'indigent écrasé du poids de son arme & de sa misère, ils connoîtront véritablement le peuple, & feront plus à portée de lui faire rendre cette énergie, dont il est aussi susceptible que celui de Paris; par-tout ils trouveront de braves gens qui les béniront, qui les regarderont comme leurs sauveurs, & qui leur feront un bouclier invulnérable de leurs corps: ils n'auront plus besoin alors de gens à bonnet d'ours, à pistolets apparens, & couverts de clinquant. C'est en se rapprochant du peuple qu'on s'en fait aimer & qu'on est à portée de remédier à ses maux. Si nos ci-devant avoient pu se pénétrer de cette vérité, nous serions encore dans les liens honteux de l'esclavage. Que les commissaires fassent convoquer des assemblées de sections; qu'ils aillent assister à ces assemblées, qu'ils les consultent sur les moyens de ramener le calme & de soulager les indigens, ils connoîtront l'esprit public qui règne ici; & qu'ils ne s'en rapportent pas à quelques déclamateurs de club, dont les vues étroites ne donnent aucun résultat satisfaisant, ou à ces observateurs stipendiés qui croient se rendre plus nécessaires & mieux gagner leur salaire en faisant des rapports toujours éloignés de la vérité.

Encore une fois n'allons pas chercher au loin les causes des troubles de Lyon, puisqu'elles sont sous nos yeux: elles n'existent que dans la mauvaise administration qui occasionne toujours des mouvemens convulsifs, d'où résultent la disette & une infinité de maux dont le peuple est toujours la victime. Procurez du pain aux indigens, gouvernez-les selon les loix, surveillez les intrigans, sur-tout ceux qui sont en place, qui en supposent toujours ailleurs pour qu'on ne fasse pas attention à eux, & ne vous inquiétez pas du reste: tout ira bien.

Voilà mes réflexions, citoyen, prends-les pour ce qu'elles valent; si tu ne les trouve pas bonnes, laisses-les ensevelies; si elles peuvent être utiles à mes concitoyens, communique-les leur par la voie de ton Journal. C'est la première fois de ma vie que j'écris pour me faire lire: toute autre cause que le bonheur de mon pays ne m'auroit pas fait quitter mon travail pour entrer dans des discussions politiques.

Je ne t'affranchis pas ma lettre, parce que tu peux en payer le port, que j'ai peu & que mes enfans ont faim. Je ne t'exposerai plus à une pareille dépense, à moins que tu n'y consentes.

FERLAT, ouvrier en soie, à Lyon, canton de Porte-Froc.

Répartition des armées de la république française, arrêtée par le conseil exécutif provisoire, le premier mars, l'an 2 de la république.

1°. Armées du Nord, aux ordres du général Dumourier.

Sous cette dénomination, on confondra l'armée de la Belgique & celle du Nord, qui existe aujourd'hui; Miranda commandera sous Dumourier.

Cette armée aura la frontière, depuis Dunkerque jusqu'à Givet exclusivement, & tout le pays occupé par nos armées dans la Belgique, jusqu'à la Meuse. Les première & sixième divisions militaires.

Noms des départemens qui doivent contribuer dans la proportion suivante à augmenter cette armée.

Nord fournira 5390 hommes, Aisne 5686, Pas-de-Calais 6891, Oise 4433, Seine & Oise 4742, Paris 7650, Orne 4802, Eure 5576, Eure & Loire 3869. Total, 50,039.

Le lieu de rassemblement est Bruxelles.

2°. Armées des Ardennes, aux ordres du général Valence.

Telle qu'elle existe aujourd'hui; la frontière depuis Mézières

jusqu'à Longwy exclusivement, & tout le pays occupé sur la rive droite de la Meuse. La seconde division militaire.

Noms des départemens qui doivent contribuer dans la proportion suivante à augmenter cette armée.

Ardennes fournira 3966 hommes, Marne 3532, Meuse 3306, Loiret, 2764, Mayenne & Loire, 6202, Vienne, 3806, Sarthe, 5495; Mayenne, 3686. Total, 32,757 hommes.

Le lieu de rassemblement est Sedan.

3°. *Armée de la Moselle, aux ordres du général Beurnonville.*

Indépendante du général Custine : toute la frontière, depuis Longwy jusqu'à Bitche inclusivement. Les troisième & quatrième divisions militaires; les départemens de la Moselle & de la Meurthe.

Noms des départemens qui doivent contribuer dans la proportion suivante à augmenter cette armée.

Moselle fournira 4003 hommes, Yonne, 394, Meurthe, 2957, Vosges, 1510, Aube, 2626, Saône & Loire, 5966, Seine & Marne, 3748, Loir & Cher, 2400, Indre & Loire, 3418, Haute-Vienne, 3539. Total, 33,461 hommes.

Le lieu de rassemblement est Metz.

4°. *Armée du Rhin, commandée par le général Custine.*

Sous cette dénomination on confondra l'armée du Rhin & l'armée des Vosges qui existent aujourd'hui; Deprez-Crassier commandera sous Custine tout le cours du Rhin, depuis Mayence jusqu'à Basle; les cinquième & sixième divisions militaires jusqu'à Besançon.

Noms des départemens qui doivent contribuer dans la proportion suivante, à augmenter cette armée.

Jura fournira 1760 hommes, Bas-Rhin 5254, Haut-Rhin 3311, Haute-Saône 1199, Doubs 956, Ain 3413, Corrèze 3477, Côte-d'Or 4149, Allier 2975, Haute-Marne 4282, Rhône & Loire 6051, Cher 2609, Nièvre 2954, Indre 3495. Total 45,885 hommes.

Le lieu de rassemblement est Strasbourg.

5°. *Armée des Alpes, aux ordres du général Kellermann.*

La sixième division militaire, depuis Besançon, la frontière des Alpes jusqu'à Embrun, le département du Mont-Blanc, la septième division militaire, non compris le département des Baïlles-Alpes.

Noms des départemens qui doivent contribuer dans la proportion suivante à augmenter cette armée.

Mont-Blanc fournira . . . hommes, Isère, 4025, Hautes-Alpes, 1040, Drôme, 1949, Lozère, 2082, Ardèche, 3500, Cantal, 2662, Creuse, 3546, Haute-Loire, 3172, Puy de Dôme, 8532. Total, 30508 hommes.

Le lieu de rassemblement est Grenoble.

6°. *Armée d'Italie aux ordres du général Biron.*

Le département des Basses-Alpes, la frontière du Var, le département des Alpes maritimes, les côtes de la Méditerranée jusqu'à l'embouchure du Rhône.

La huitième division militaire, la Corse & la vingt-troisième division militaire.

Noms des départemens qui doivent contribuer dans la proportion suivante à augmenter cette armée.

Aveyron fournira 5232 hommes, Var . . ., Bouches-du-Rhône, 362, Basses-Alpes, 1873, Hérault, 3407, Gard, 3856, Tarn, 3299,

Aude, 1450, Lot, 4225, Lot & Garonne, 3684, Gers, 4418; Corse . . . , Alpes maritimes . . . Total, 31,813 hommes.

Le lieu de rassemblement est Antibes.

7°. *Armées des Pyrénées, aux ordres du général Servan.*

Les côtes de la Méditerranée, depuis l'embouchure du Rhône jusqu'aux Pyrénées, la frontière d'Espagne, les côtes de l'Océan, depuis Andaye jusqu'à l'embouchure de la Gironde. Les neuvième, dixième, onzième & vingtième divisions militaires.

Noms des départemens qui doivent contribuer dans la proportion suivante à augmenter cette armée.

Pyrénées orientales fournira 1,188 hommes, Arriège, 2,598, Hautes-Pyrénées, 2,433, Haute-Garonne, 2,063, Basses-Pyrénées, 2,694, Landès, 2,924, Gironde, 2,832, Charente, 4,489, Dordogne, 6,345. Total, 30,566 hommes.

Les lieux de rassemblement sont, Perpignan & Bayonne.

8°. *Armée des Côtes, commandée par le général Labourdonnais.*

Les côtes de l'Océan & de la Manche, depuis l'embouchure de la Gironde, jusqu'à celle de la Somme. Les douzième, treizième, quatorzième & quinzième divisions militaires.

Noms des départemens qui doivent contribuer dans la proportion suivante à augmenter cette armée.

Charente inférieure, 3,156, Vendée, 4,107, Loire inférieure, 3,693, Morbihan, 2,614, Finistère, 3,003, Côtes-du-Nord, 4,696, Isle & Vilaine, 5,032, Manche, 3,671, Deux Sèvres, 4,195, Calvados, 2,415, Seine-inférieure, 557, Somme, 4,315. Total, 41,524 hommes.

Les lieux de rassemblement sont la Rochelle, Vannes, Quimper, Saint-Malo, Valogne, le Havre.

9°. *L'armée de réserve aux ordres du général Bertuyer.*

Les départemens de l'intérieur de la république; les dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième, vingt-unième & vingt-deuxième divisions militaires.

Il a été écrit des circulaires aux chefs de divisions, commandans de place, directeurs de l'artillerie & du génie, commissaires des guerres, &c., pour les informer de cette division. Ils recevront les ordres des généraux d'armées auxquelles ils se trouveront attachés, & obéiront à toutes les réquisitions qu'ils en recevront.

Les villes de Lyon & d'Auxonne seront seules exceptées de cette disposition générale. Comme elles sont le point commun pour pourvoir aux approvisionnemens en artillerie des trois armées des Alpes, de l'Italie & des Pyrénées, il est essentiel que le ministre se réserve seul la faculté d'y donner des ordres; sans cette précaution, les généraux de ces trois armées seroient fréquemment exposés à se contrarier & à s'enlever réciproquement ce qui leur seroit destiné.

Toutes les armées seront indépendantes les unes des autres; chaque général commandera en chef; seulement le pouvoir exécutif lui remettra les instructions que les circonstances pourront exiger, suivant la nature & les événemens de la guerre.

Dans le cas où deux ou plusieurs armées se réuniroient pour l'exécution d'un plan de campagne adopté, le plus ancien général les commandera. Cette mesure est indispensable pour mettre de l'unité dans les opérations; mais elle ne sera suivie qu'en pleine campagne, le conseil exécutif ayant reconnu l'inconvénient de subordonner un général qui a une frontière à défendre, à un autre général chargé du même soin; souvent l'ambition de l'un lui fait sacrifier l'autre, & l'intérêt de la république pourroit en souffrir. Il convient d'ailleurs que chaque général étant personnellement responsable, soit maître de ses dispositions particulières.

Le citoyen Martin dont il est mention dans le dernier numéro du Journal des Révolutions , p. 482 & 483 , me menace de me poursuivre jusqu'aux enfers , si je ne rectifie pas ce qui le concerne. Il prétend que Varlet vint seul à la section des Quatre Nations pour y surprendre le trop fameux arrêté du 9 mars. Il affirme n'avoir jamais parlé à ce Varlet , lequel seul a été dénoncé. Martin ajoute que sa réputation est établie dans sa section , & qu'on ne lui reproche qu'une faute légère.

Une faute légère que de surprendre un arrêté qui tendoit à faire entre-égorger les citoyens !

Aussi Martin a-t-il été *censuré* dans sa section , & son nom rayé du registre des Cordeliers. Cette société commence à chasser de son sein les prétendus patriotes *robustes* qui l'ont compromise , & ont pu faire croire un instant qu'elle dévioit des bons principes qu'elle a toujours professés.

Je conviens d'une erreur , & je remercie le réclamant de m'avoir redressé là-dessus. C'est à tort que j'ai dit Varlet cordelier , il est seulement jacobin.

Pour Martin , qu'il aille défendre son honneur aux cordeliers & à sa section. Quant au Journal des Révolutions , il n'a rien de plus à en dire.

D'après un relevé du change fait à la monnoie depuis un mois , il consiste qu'on n'y a jamais vu tant de guinées & de piastres. Tous ceux dont les poulmons de Stentor font retentir depuis le 10 août , les 48 sections & les clubs de Paris pourroient nous en dire le pourquoi. A leur défaut , le ministre des affaires étrangères devroit bien nous donner un état des dépenses secrètes de l'Angleterre & de l'Espagne.

A V I S T R È S - I M P O R T A N T .

Si l'on veut que les bœufs ne manquent point pour nos armées , qui en font une consommation excessive , il est extrêmement urgent de prohiber la vente des veaux pour les boucheries. Tout au plus faudroit-il permettre d'en tuer pour les hôpitaux. Nous recommandons cette note aux pourvoyeurs & aux administrations.

Tribunal

Tribunal révolutionnaire.

Lorsqu'à la journée du 10 août les complots de la cour eurent tourné contre elle-même, lorsque au milieu des dangers dont on étoit encore environné après la victoire, il falloit suivre la trame de toutes ses perfidies & la couper promptement, l'assemblée législative eut recours à une mesure nécessaire, au tribunal du 17 août; elle sentit que dans des momens périlleux la lenteur des formes hâta la ruine, & que pour maintenir le plus grand des principes, le salut du peuple, il falloit faire taire provisoirement les autres qui n'en sont que la conséquence, & qui ne doivent être suivis que pour consacrer celui-là; elle prit des moyens pour que les jurés & les juges qui composoient ce tribunal fussent bien choisis, & elle les délivra de plusieurs formes tardives, les affranchit de l'appel & du tribunal de cassation, dont les délais n'eussent pas arrêté assez tôt les troubles, n'eussent pas mis la peine assez près du crime; car jamais le châtiment n'est plus frappant & plus terrible que lorsqu'il atteint aussi-tôt le coupable.

L'assemblée législative étoit accablée de la multitude de réformes qui se présentoient de toutes parts, & qui appeloient sa vigilance. L'établissement de ce tribunal étoit urgent; & quoiqu'il dût juger au nom de la nation, en réunir toute l'autorité judiciaire, le temps ne permettoit ni d'attendre que la nation eût nommé des jurés & des juges, ni que ses représentans fissent eux-mêmes ce choix à sa place. Il fallut, vu l'urgence de la chose, déléguer ce pouvoir électoral à la seule ville de Paris. Les sections nommèrent chacune quatre jurés; un corps électoral, formé d'un député de chaque section, nomma le tribunal divisé en deux parties, composées chacune de quatre juges, afin de pouvoir juger constamment nuit & jour.

De grands malheurs nous ont placés à peu près dans la même position où nous étions au 10 août: nous avons été sur le point de succomber à d'horribles complots qui nous ont coûté beaucoup de sang; des généraux nous ont trahis; un grand nombre d'officiers ont apporté à leurs devoirs une négligence qui ne paroît pas naturelle, & qui de façon ou d'autre est impardonnable. Nos armées ont abandonné à l'ennemi un espace de dix lieues; on travaille les trou- pes; à Cagliari elles se sont fusillées entre elles. On tra-

aille le peuple ; à Paris des êtres pervers , des brigands ont formé le projet d'égorger une partie de la convention pour l'anéantir toute entière. Dans les départemens des bandes de contre-révolutionnaires armés osent se montrer en campagne , assiéger des villes & faire tête à nos gardes nationales.... C'est aux grands maux qu'il faut de grands remèdes ; c'est dans les grandes crises qu'il faut des mesures vigoureuses ; un tribunal prompt , juste , éclairé , en un mot un tribunal révolutionnaire devenoit d'une absolue nécessité.

Comme le bon esprit des soldats & de tous les citoyens est venu à bout de déjouer la plupart de ces complots , comme dans les départemens les agens du pouvoir exécutif sont un peu plus purs qu'il n'étoient au 10 août , comme des commissaires de l'assemblée nationale sont auprès de nos armées , l'assemblée actuelle a eu plus de temps que l'autre qui avoit tout à réorganiser à la fois ; elle a donc été dans l'heureuse possibilité de froisser moins de principes. Représentant toute la nation & en concentrant en elle tous les pouvoirs , elle s'est chargée elle-même de choisir les juges ; elle s'est bien gardée , malgré l'urgence des conjonctures , de ne les choisir qu'à Paris , de ne demander des jurés qu'à Paris : c'eût été réveiller peut-être la jalousie qu'on a cherché à exciter dans les départemens contre cette ville révolutionnaire. La convention a décidé que les électeurs , dans tous les points de la république , nommèrent comme à l'ordinaire leurs grands jurés pour composer ce tribunal ; & en attendant l'époque peu éloignée où les électeurs feront par-tout cette nomination , que la loi a fixée au premier mai , la convention s'est chargée de choisir douze jurés de jugement dans cinq départemens ; celui de Paris , & les quatre plus voisins. Ces douze jurés seront bientôt à leur poste , & ils prononceront sur les personnages déjà décrétés d'accusation par l'assemblée nationale.

Nous sommes étonnés néanmoins que l'assemblée n'en ait nommé que douze provisoires ; quoique nous approchions de mai , deux mois et demi s'écouleront au moins avant que les jurés choisis dans les quatre-vingt-six départemens puissent arriver à Paris : voilà donc deux mois entiers , & peut-être trois , pendant lesquels douze personnes vont continuellement prononcer sur tous les faits contre-ré-

volontaires. Nous le demandons : N'est-ce pas trop fatiguer les mêmes hommes ? car l'on fait qu'au juré de jugement on peut rester cinquante heures en séance. N'est-ce pas trop compter sur leur intégrité ? Voilà des hommes exposés à toutes les séductions, toutes les astuces de l'intrigue : elle saura les circonvenir de loin, on les assiègera de toutes parts, ils ne seront plus protégés par cet auguste mystère qui laissoit ignorer aux parties intéressées & aux jurés eux-mêmes qui seroit tel jour appelé par le sort. Quelque purs que l'on suppose les choix de la convention, si seulement trois ou quatre jurés viennent à être corrompus, voilà l'aristocratie triomphante, & peut-être le patriotisme égorgé par la main de la loi.

Le tribunal du 17 août paroît mieux à ces inconvéniens : 48 jurés étoient attachés à chacun des deux jurys ; le sort laissoit par conséquent jusqu'au moment même ignorer son choix & ses décisions ; & cependant malgré toutes ces précautions, malgré l'attention qu'avoient eue les sections de nommer les plus ardens patriotes, qui ignore aujourd'hui combien la corruption s'étoit glissée parmi eux ? C'est par ces mêmes jurés que les Montmorin, les officiers suisses ont été innocents ; c'est à cause de ces injustices criantes qu'un grand nombre de représentans de la nation demandèrent à la fin de novembre l'abolition du tribunal du 17 août : ah ! sans doute ils se sont réservé les moyens de détruire celui-ci avant la mi-avril ! S'il est vrai que par sa nature un tel tribunal ne doive pas durer long-temps, il est également vrai qu'il doit exister jusqu'à ce qu'il ait purgé tous les traîtres, tous les ennemis de la patrie.

On a pris une mesure qui d'abord semble écarter de ce tribunal les effets de la corruption : plus de suffrage secret, l'on a raison ; c'est avec les boules blanches que les hypocrites se cachent, & innocentent les scélérats dans le jury du 17 août, comme c'est avec le scrutin secret que l'on élève aux places les intrigans, les aristocrates. Prieur l'a très-bien dit : il ne faut pas plus de suffrage secret que de témoignage secret. Mais si cette mesure est bonne pour arrêter un homme foible, elle échoue devant le scélérat à caractère, devant le conspirateur déterminé. Il faut garder une sorte de conscience & de pudeur pour craindre ainsi la sévère opinion ; mais si un jury vend sa conscience & sa honte, que vous servira le suffrage à haute voix ? le mieux est de l'empêcher d'être acheté, en le confondant dans

une grande foule de jurés jusqu'à ce que le sort l'en tire ; car si le juré condamne l'innocent , s'il justifie le coupable , que ferez-vous ? Si l'indignation du peuple éclate il saura la braver ; si elle se porte à des voies de fait , alors il criera qu'il n'est pas libre , ceux qui l'auront payé le répéteront par-tout , ils calomnieront le peuple. En multipliant le nombre des jurés provisoires on ne couroit pas tant de risques.

Le projet de Lindet portoit que le tribunal seroit saisi de toutes les causes où la liberté auroit pu souffrir quelque atteinte par des écrits , où l'opinion auroit été égarée par des ouvrages ou par des discours ; si cet article eût passé c'en étoit fait de la liberté , tout devenoit vague , & l'accusation & les faits & le jugement. Heureusement la convention n'a pas donné dans ce piège ; voici le décret qu'elle a prononcé :

Art. I^{er}. « Le tribunal révolutionnaire connoîtra de toute entreprise , complots & attentats contre la liberté & la souveraineté du peuple , contre l'unité , l'indivisibilité , la sûreté extérieure & intérieure de la république , de tout complot tendant à l'établissement de la royauté , enfin de tout crime relatif à la fabrication de faux assignats.

II. » Le tribunal sera composé de dix juges , qui seront divisés en deux sections ; il suffira de trois membres par section pour connoître des faits dénoncés.

III. » Les juges seront élus par la convention nationale ; ils le seront par appel nominal & à la majorité relative , en sorte néanmoins que cette majorité soit égale au moins au quart des votans.

IV. » Il y aura auprès du tribunal un accusateur public & deux adjoints nommés par la convention , & dans la même forme que les juges ; il sera nommé aussi une commission de six membres , chargée de rédiger les décrets d'accusation qui pourront être rendus par la convention.

V. » Les jurés seront au nombre de douze , & leurs suppléans au nombre de trois ; ils seront pris dans le département de Paris & les quatre départemens environnans , jusqu'au premier mai prochain , époque à laquelle les corps électoraux renouvelleront leurs jurés.

VI. » Les délits de sûreté générale , attribués ci-devant aux municipalités & aux corps administratifs , seront attribués désormais au tribunal révolutionnaire.

VII. » Les procès-verbaux d'arrestation dressés par les municipalités , ainsi que les pièces y relatives , seront

envoyés à la commission des six, établie par l'article 4, pour l'acte d'accusation être rédigé par elle, s'il y a lieu.

VIII. » Les jugemens seront sans appel & sans recours au tribunal de cassation.

IX. » Les jugemens rendus en l'absence des accusés convaincus auront le même effet que s'ils avoient été présumés.

X. » Les accusés qui ne se représenteront pas dans un délai de trois mois, seront réputés émigrés & traités comme tels, soit dans leur personne, soit dans leurs biens.

XI. » Le tribunal prononcera contre les accusés convaincus les peines portées par le code pénal ».

Après la lecture de ce décret, qui deviendroit effrayant & terrible pour tous les patriotes, si par hasard la convention se trompoit dans son choix, on frissonne d'horreur en songeant que quelques députés ne trouvoient pas assez expéditif un tribunal criminel qui n'est soumis ni à l'appel ni à la cassation; ils vouloient qu'il n'y eût pas de jurés et que trois juges pussent d'un seul mot terminer toutes les affaires: ainsi les mêmes passions, les mêmes erreurs auroient pu prononcer sur la réalité des faits & sur l'application de la loi. Il ne manquoit plus que de leur permettre de travailler dans le silence, d'instruire la procédure & de la juger à huis clos.

Aujourd'hui c'est tout autre chose: on semble vouloir multiplier à l'infini les jurés de ce tribunal; car quel autre nom que celui de jurés peut-on donner aux membres des comités de révolution qui se forment dans plusieurs sections de Paris? En attendant que les jurés de tous les départemens arrivent, douze ont été nommés par la convention pour composer le jury de jugement; mais il semble que ces comités des sections veuillent se mettre à la place du jury d'accusation, faire à la fois les fonctions de jury & de directeur de jury, en prenant d'abord les informations, en rassemblant les faits & en décidant s'il y a matière suffisante pour accuser.

Si ces comités n'étoient pas trop nombreux, si l'impassible équité présidoit toujours à leurs opérations, ils seroient, il est vrai, d'une grande utilité; ils prépareroient, mettroient en ordre toutes les affaires, tous les matériaux nécessaires au tribunal révolutionnaire, qui sera accablé d'ouvrage; mais multipliés à l'excès, comme il y a tout lieu de le craindre, il ne peuvent qu'entraver la marche du tribunal. Ces comités seront nécessairement composés

de beaucoup de têtes chaudes , de patriotes plus ardens que réfléchis , qui verront le mal avec un microscope ; leur imagination grossira souvent tous les objets : ceux mêmes qui n'auront pas une égale tendance à voir tout en noir auront de la peine à résister au désir de se montrer actifs , vigilans , clairvoyans , de ne pas rester au-dessous de la réputation de tel comité voisin. Les dénonciations , les accusations se multiplieront à l'infini ; portées au tribunal , elles en consumeront le temps le plus précieux ; réduites au néant , elles jetteront peut-être dans l'opinion publique une grande défaveur sur les jurés & les juges ; mais de façon ou d'autre elles feront naître des soupçons violens ; & à la longue peut-être des persécutions sur ceux qu'elles auront attaqués. Le tribunal révolutionnaire est assez redoutable par lui-même sans multiplier les degrés qui y conduisent. Que chaque section prenne garde en établissant un tel comité de multiplier les tyrans.

Nous avons promis dans le numéro 191 quelques articles d'un projet sur la taxe & la vente des grains. Les voici : ils nous ont été communiqués par le citoyen Joseph Jarsuel de Dijon.

« 1°. Il faut un prix fixe sur les denrées de première nécessité , comme bled , froment , seigle , conceau , orge , avoine : le *maximum* du froment à 30 deniers la livre dans toute la république ; les municipaux dans chaque ville taxent bien le pain , pourquoi la convention nationale ne taxeroit-elle pas le bled ?

» 2°. Toute denrée de première nécessité doit être vendue à la livre , poids de seize onces , dans toute la république ; en effet , la mesure devient souvent injuste , selon la volonté de celui qui mesure , & qui par son *talent* favorise l'une ou l'autre des parties. On a vu des mesureurs donner le choix de trouver sur cent mesures , cent quatre ou quatre-vingt-seize ; outre cela , si le bled est bon , il pèse davantage , il en faut moins pour la livre ; s'il est mauvais , il en faut plus ; avec la balance vous avez la justice , & le prix reste toujours le même.

» 3°. Les officiers municipaux de chaque commune tiendront un registre qui contiendra le recensement de la

quantité en apperçu de ce que chaque habitant de la commune aura récolté en production de toute nature & de première nécessité.

» 4°. Le directoire du district ouvrira un registre de toutes les déclarations de chaque communauté : ce registre aura en tête un répertoire par lettres alphabétiques & numérotées, qui indiquera la feuille où sera la déclaration de la communauté; ce même registre sera rendu public & sera vu par chaque citoyen les jours désignés au district.

» Le directoire ayant formé un registre de toutes ces déclarations de commune en fera un extrait contenant, par appréciation de mesure & de poids, la quantité de chaque graine qui sera dans le district, & l'enverra au directoire de département le 15 octobre de chaque année au plus tard.

» Le directoire du département l'enverra sans délai au ministre de l'intérieur, qui par ce moyen saura chaque année, au mois d'octobre, la quantité de grains que chaque département aura récoltée; il saura où il est placé; il saura ce qu'il en faut pour la consommation de la république, communiquera cet état, fin d'octobre, à la convention nationale, & lui fera part du *maximum* du besoin de la république & du *minimum*.

» 5°. Les municipalités ou districts, en donnant l'état de leur récolte, donneront celui de leurs besoins, & le département pourra dire au ministre : la consommation du département est de..., l'excédent du besoin de..., le dividende de.... Alors le ministre fera imprimer & publier tous ces états.

» 6°. Tout l'excédent du besoin de la consommation des habitans de chaque commune sera exporté par le propriétaire vendeur, moyennant un acquit à caution, donné *gratis* par les municipaux, signé à la minute (ou mention de ne savoir signer) : le propriétaire fera sa soumission de rapporter dans tel délai l'acquit déchargé par les municipaux du lieu indiqué & où il aura déposé sa marchandise, pour être vendue, sous peine de payer la valeur appréciée par un expert, au profit des pauvres de la commune.

» 7°. Les officiers municipaux tiendront un registre où sera écrit le nom des propriétaires qui apporteront du grain, celui du lieu d'où il vient, & de la quantité qu'ils en apportent.

» 8°. Ainsi toutes les denrées , sans exception , se trouveront sans peine , ou dans le grenier du propriétaire ou en route sur les voitures , ou dans les halles de chaque lieu pour lequel elles auront été destinées : le ministre , par un seul ordre à chaque département , pourra à chaque instant savoir où elles sont toutes. Mais il doit être surtout enjoint expressément aux municipalités des frontières de n'y laisser jamais subsister aucun dépôt de bled excédant le besoin de la consommation du canton.

Explication des idées sur une constitution populaire pour un grand état , insérées dans le N°. 190 , p. 409.

(Nous n'avons pas besoin sans doute de répéter ici ce que nous avons déjà dit que ce travail n'appartient en rien au Journal des Révolutions de Paris. Les événemens qui se multiplient de toutes parts nous font , malgré nous , perdre de vue la constitution dont nous avons si grand besoin. C'est au journaliste patriote à y ramener sans cesse).

Je vais ferrer dans quelques pages l'explication de mes idées sur une constitution populaire pour un grand état , me faire comprendre , & éviter , s'il est possible , les longues & inutiles dissertations.

Il me semble que depuis long-temps nous faisons trop de livres & trop de discours. Les tribunes raisonnent , les presses gémissent sans mesure , & telle est notre effrayante fécondité , qu'il y a maintenant peut-être moins d'auditeurs & de lecteurs que d'orateurs & d'écrivains.

Quant à la réflexion , on est presque convenu de s'en dispenser mutuellement. On n'a pas de temps à lui donner , elle est incommode dans son hésitation. Les imaginations font tout , elles dessinent des tableaux confus , on les prend pour des conceptions , & l'on brûle d'enfanter avant le terme.

Maint écolier monte à l'une des trente mille tribunes où l'on tourmente la chose publique , il n'a pas fait le noviciat que Pythagore prescrivait à ses disciples ; il enveloppe de lambeaux de réthorique l'avorton de sa pensée , & il est content de lui-même ; il ne fait pas encore que c'est en la déshabillant lentement que l'on découvre la vérité.

Je ne dis rien de ceux qui estiment que l'égalité seroit

roit blessée s'ils condescendoient à apprendre quelque chose de ceux qui savent, s'ils n'avoient pas le droit de mutiler des mêmes coups la raison & le langage. . . Ce sera dans l'histoire une chose digne de remarque, qu'en France, à la fin du dix-huitième siècle, à côté de la déclaration des droits des hommes, il y ait eu une étude, & pour ainsi dire, des droits de l'ignorance.

Qu'on ne me reproche pas de faire aux tribunes & aux presses (dont je respecte d'ailleurs la précieuse liberté) une que querelle inutile & déplacée. Mon grief est légitime, & il entre dans mon sujet; il se fixe sur l'un des nombreux obstacles qui s'opposent à l'établissement d'une bonne constitution; car si le choc des lumières promet d'heureux effets, il n'y a qu'à perdre dans le choc des prétentions inconsiderées.

Et d'abord, bien que sur plusieurs points principaux il n'y ait plus de vraie dispute entre nous, nous ne cessons, avec cette rage d'écrire & de parler, d'en reproduire la discussion. On diroit que nous voyons avec peine la fin du débat, & que, pour le faire revivre, nous rappelons l'obscurité sur la matière qui étoit éclaircie.

Les droits naturels, politiques & civils des hommes, ne sont plus ni un problème, ni un mystère. Hé bien, pourquoi insister où nous n'avons plus rien à découvrir? Pourquoi transformer en un labyrinthe la route qui est tracée & connue? Si une bonne & juste rédaction nous manque, attendons-là; le discours sera plus facile quand on ne disputera plus de la chose; il y aura un rédacteur quand il n'y en aura pas mille.

Entre docteurs, dans une convention théologique, quand on a épuisé l'art des subtilités, quand on est las, quand la gloire du sacerdoce seroit compromise, si l'on n'arrivoit enfin à une conclusion, un peu plus ou un peu moins d'obscurité n'est pas une affaire, chacun y met son mot, le dogme se compose de pièces rapportées, & le vulgaire s'étonne, ne comprend pas & adore. La déclaration des droits n'admet pas ces transactions; des articles, un symbole, un livre sont franchement ou ne sont pas cette déclaration.

Je n'ai pas écrit une déclaration des droits; mais je dis que la plus simple & la plus concise sera la meilleure. Elle exprimera tous les droits, & rien que les

droits des hommes ; elle énoncera ces grandes maximes ; ces vérités palpables que tous les esprits saisissent , que tous les esprits affirment , & d'où découlent tous les principes qui gouvernent les hommes , quand les hommes ne sont pas trompés ; mais elle n'y ajoutera pas des commentaires , elle ne descendra pas aux conséquences , elle laissera cette tâche à la législation , qui n'est pas , comme elle , destinée à l'immutabilité , qui a ses règles de temps , de lieux & de circonstances , & qu'elle doit guider & non prévenir.

L'établissement d'une constitution populaire sur un territoire , immense par son étendue , immense par sa population , n'a pas besoin des difficultés incidentes de nos vains démêlés ; déjà il en trouve beaucoup trop dans lui-même. Ceux qui jusqu'à ce jour ont médité des systèmes ont regardé le gouvernement populaire comme le partage exclusif des petits états. Une affligeante expérience avoit fait penser que le plus beau régime ne convenoit qu'à la foiblesse , incapable de la défendre.

Nous avons reproduit , nous avons dit que nous résoudreions le problème abandonné d'une grande & solide république ; allons à grands pas vers notre but , & allons de concert ; n'atténuons pas nos efforts en les séparant , en les mettant en opposition.

On perd dans le vide de tant d'écrits , de tant de harangues , le temps dû à d'utiles discussions. Pourquoi personne n'est-il allé à la recherche des moyens par lesquels nos mœurs doivent être réformées ? Pourquoi forme-t-on tant de projets sur l'éducation des enfans , & aucun sur l'éducation des hommes ? Les mœurs sont comme le vestibule de la constitution populaire , on n'y peut entrer que par là. Lycurgue fit des loix & des mœurs un amalgame ; il n'écrivit aucune loi , il façonna les citoyens , il leur donna des habitudes ; il agit comme la nature par l'impression qu'il fit dans les cœurs.

Ce n'est pas tout que le peuple veuille , il faut qu'il veuille bien ; il faut qu'il sente son insuffisance , qu'il attende , qu'il écoute , qu'il donne à sa raison le temps de s'éclairer , que se défiant de ceux qui le hâtent en le flattant , il ne juge que lorsqu'il est convaincu , & ne prenne pas pour la conviction un mouvement subit dans lequel il est entraîné.

Remarque pénible ! la présomption du peuple a tou

jours été l'écueil du gouvernement populaire. Denis caresse les Syracusains, rend suspects les citoyens sensés qui le contrarient, & monte à la tyrannie par degrés. Partout où les sages avoient établi la liberté, le peuple & les flatteurs du peuple l'ont détruite.

Si le peuple pouvoit faire lui-même sa constitution, il n'auroit pas choisi un certain nombre de représentans, il ne leur auroit pas donné la mission de la composer. L'une des vérités qu'il a apprises, c'est qu'il ne doit pas avoir des agens dans ce qu'il peut faire lui-même pour son bonheur. Il y a dans le choix qu'il a fait, dans le mandat qu'il a donné, un aveu de son défaut d'aptitude. Hé bien ! on le met en contradiction avec lui-même, lorsqu'on l'induit dans des discussions dont il s'est reconnu incapable.

Le mal n'est pas dans cette contradiction en elle-même, & considérée abstraitement, mais dans les préjugés qui se forment, dans les idées qui s'enracinent, d'où résulte un système anticipé & non réfléchi d'opposition qu'il sera difficile de surmonter. Quel travestissement n'a pas dénaturé dans les assemblées primaires, dans les clubs, dans les groupes fortuits, jusques dans les rassemblemens de la révolte contre la loi, le droit sacré de la souveraineté du peuple ? Le beau principe de l'égalité livré aux gloses de l'ignorance a été entraîné à des conséquences plus étranges encore.

Et puis les mandataires du peuple prévoient l'opposition qu'on leur prépare, & transigent d'avance avec elle ; ils n'osent donner l'essor à leurs conceptions, ils se traînent sur les circonstances.

L'abus d'une vérité a conduit là. Sans doute l'acceptation du peuple est nécessaire à la constitution qui doit le régir ; mais de fausses idées ont pris leur source dans la proclamation indéterminée de ce droit. On a pensé qu'il falloit avoir des motifs d'accepter ou de refuser, & que les motifs ne pouvoient se découvrir que dans l'examen & la discussion.

Ainsi, faute d'une définition, on a été entraîné dans un cercle vicieux. Après avoir reconnu que le peuple ne pouvoit faire lui-même sa constitution, parce qu'il n'avoit pas la capacité de discuter, on a dit qu'il étoit nécessaire qu'il discutât pour donner, avec connoissance de cause, ou ne pas donner son acceptation.

Un artiste grec voulut faire dans un tableau le portrait du peuple d'Athènes ; il fit un mélange bizarre des traits qui distinguent le caprice & la constance , la colère & le calme , l'attention & l'insouciance , le délire & la sagesse , la clémence & la féroceité , la pusillanimité & l'orgueil ; la constitution faite ou revue par le peuple seroit le pendant de ce tableau , si elle pouvoit être achevée.

La multitude est susceptible d'un sentiment prompt & non d'un raisonnement suivi , d'une action plutôt que d'un jugement , d'un mouvement du cœur plutôt que d'une opération de l'esprit ; elle s'explique sur une question simple selon l'impression qu'elle a reçue. Des insurrections lui font justice de l'offense des décemvirs , & des entreprises de la royauté arbitraire , mais des insurrections ne se raisonnent pas.

Une question complexe qui tient à des idées combinées , qui demande des résultats comparés , des résultats de résultats , ne se résout pas de même ; & telles sont celles qui se présentent , qui se succèdent , qui se hantent les unes sur les autres dans la discussion d'un plan de constitution. Il y faut une attention patiente , & le peuple ne sait s'expliquer que par son impatience.

Ceux qui entendent dans cette latitude la nécessité de l'acceptation du peuple me persuaderont difficilement de leur bonne foi. Ils provoquent des débats interminables , ils veulent n'avoir jamais de constitution ; à leur gré quarante mille discussions vont s'ouvrir sur les maximes fondamentales , sur le corps de l'ouvrage , sur tous les détails. Des questions diverses & innombrables seront posées graduellement , on perdra des années entières à ne pas s'entendre ; s'il arrive par un hasard heureux que la même question soit une fois l'objet commun de cette discussion éparpillée , une seule décision suffira pour tout renverser ; car dans un tel ouvrage les parties sont liées par une filiation qui lui est essentielle , il s'écroule à la première interruption.

Et moi aussi je pense que l'acceptation du peuple est nécessaire à la constitution qui doit régler son gouvernement , mais je n'y fais qu'un mode praticable , c'est celui qui l'opérera implicitement & successivement dans l'exécution même de la constitution. Je mets l'usage , qui est un guide sûr , à la place des disputes & des dissertations ;

le peuple jugera admirablement par les effets. N'avons-nous pas appris à l'école des derniers événemens, qu'en séparant l'acceptation de l'épreuve on court le risque de n'avoir qu'un aveu illusoire ?

Il faudra que la constitution, remise ainsi à l'acceptation de l'expérience, satisfasse à deux conditions. Je demande par la première que l'on indique pour l'émission successive du vœu national les formes les plus simples ; par la seconde que l'on ne place nulle part un pouvoir dont les dépositaires puissent abuser pour empêcher le vœu national de se manifester légalement.

Si le peuple ne pouvoit s'expliquer légalement par une méthode facile, il est encore, il sera long-temps ombreux, il reprendroit la méthode de l'insurrection. Sa raison se soumettra à des formes, quoique lentes, lorsqu'elles lui assureront le redressement de ses griefs ; au lieu de détruire dans les orages de l'insurrection, il reformera dans le calme des formes.

Il y auroit du péril à réunir dans un même point trop de pouvoir, il n'y en a point dans l'extrême division. Au premier cas, on auroit de la peine à soumettre le peuple effarouché ; au second cas, il faudra bien réunir ce qui ne doit pas être épars, & renforcer ce qui ne doit pas être foible.

Mais si la constitution ne peut être l'ouvrage du peuple, est-il bien vrai qu'elle puisse être celui d'une assemblée nombreuse de ses représentans ? A peine a-t-on eu à ce sujet l'idée de quelque doute ; l'expérience de quatre ans m'a fait aller même au-delà du doute ; les circonstances, dira-t-on, n'ont pas été favorables, elles peuvent avoir ajouté à la difficulté, elles ne l'ont pas créée. Il est vrai qu'une assemblée a fait la constitution des Américains, & qu'elle a été acceptée par les peuples à qui elle étoit destinée : cet exemple ne me séduit pas.

On pourroit montrer de grandes différences des Américains à nous, de leurs mœurs à nos mœurs, de leurs assemblées à nos assemblées. Je ne fais qu'une remarque ; leur liberté étoit acquise, & leur indépendance reconnue ; ils jouissoient de la paix, ils n'étoient pas tourmentés par des débats intestins, ils n'avoient pas à lutter contre des voisins conjurés. Cette constitution fut l'ouvrage de la convention américaine, parce qu'elle eut la sagesse de se l'approprier ; elle ne fut pas enlevée mot par mot,

article par article dans la chaleur d'une lutte publique, & comme le prix d'autant de combats.

Dans l'antiquité, Minos donna une constitution aux Crétois, Lycurgue aux Spartiates. La législation de Thuriarum fut l'ouvrage de Charondas; celle des Locriens appartient à Zaleucus; quand les loix que Dracon avoit données ne convinrent plus à Athènes, on mit à la place des institutions méditées par Solon; après Romulus, Numa; après Numa, Servius réglèrent le gouvernement de Rome: les Syracusains voulant donner au leur la consistance qui lui manquoit, consultèrent le philosophe Platon.

Il se pourroit bien que l'unité nécessaire à un tel ouvrage ne permît pas d'y employer plusieurs mains. Croire que toutes les têtes ou un grand nombre de têtes sont assez sages pour y travailler avec fruit, c'est pousser bien loin les prétentions de l'égalité; mais alors pourquoi en dernier terme chacun n'auroit-il pas le droit d'insister dans ses idées & de les faire prévaloir? Il faudra bien cependant accorder une préférence & reconnoître une supériorité, à peine de s'empêcher réciproquement & de ne rien faire.

Une assemblée nombreuse est une partie du peuple; elle est aussi une multitude. Quelque attention qui ait été apportée à la composition de ses élémens, elle n'échappe pas à tous les inconvéniens des assemblées populaires, & elle en souffre qui lui sont particuliers.

Capable de quelque examen, elle est pourtant souvent entraînée par des mouvemens, par des orages; on la pousse facilement aux extrêmes; quelquefois elle se roidit dans sa défiance, quelquefois elle se laisse impunément dominer.

Des partis se forment pour des opinions; de là des divisions personnelles, dont l'aigreur agit dans les délibérations.

L'attention qu'attire une idée singulière, fait que l'on recherche plus les idées singulières que les idées utiles; on veut sortir de la ligne, & l'exagération est le lieu commun qui en fait sortir la médiocrité.

Souvent l'amour-propre d'un orateur s'escrime en longs paralogismes: une erreur est soutenue par d'autres erreurs, parce qu'il y a une fausse honte qui fait que l'on ne veut pas rétrograder.

Si l'y a des factions dans l'état, le peuple aura fait son

choix au milieu des agitations , & des passions l'auront guidé ; les factions seront introduites dans l'assemblée.

Si elle est en même temps chargée de gouverner l'état & de faire la constitution , elle voit trop les incidens passagers du gouvernement , elle y prend des élémens qui ne conviennent pas à la règle de l'avenir.

Si la république est menacée par des ennemis nombreux & puissans , elle confond ses mesures de défense avec les mesures générales qui doivent survivre aux convulsions de la guerre.

Si des délibérations particulières croissent celles de cette assemblée , si des intrigues suscitées par les ennemis intestins , suscitées par les ennemis étrangers agissent dans son sein , agissent autour d'elle , si le bien général est dans toutes les bouches & l'égoïsme dans tous les cœurs , si la fortune publique est livrée encore aux spéculateurs avides serrant une proie qui va leur échapper ; si quand tout le monde parle d'unité , il n'est presque personne qui ne donne son coup de hache au tronc de l'unité. Quelle force de résistance aura-t-elle contre des torrens qui l'entraîneront tour à tour ?

Rarement elle est calme , & quand il lui arrive de l'être , les listes de parole tuent la vérité. L'ennui gagne , l'ennui qui ne créa jamais , la tribune retentit de répétitions monotones ; les opinions ne sont pas confrontées , la lassitude achève la délibération.

Une grande idée est quelquefois offerte , mais elle est défigurée , parce que chacun se l'approprie & l'ajuste à sa mesure ; c'est un morceau de sculpture où cent mains ont porté le ciseau.

Des comités sont composés pour préparer froidement les matériaux des délibérations ; sont-ils toujours composés de sages ? Tous ceux qui ne sont pas des sages se sont-ils abstenus d'y prétendre ? Tous ceux qui ont été exclus ont-ils abjuré l'esprit de rivalité qui dissimule le bien , & l'esprit de jalousie qui cherche le mal dans le bien même ?

Les obstacles sont plus nombreux hors de l'assemblée que dans son sein ; elle est trop affectée des mouvemens extérieurs.

J'omettois de mettre en ligne de compte la désolante impassibilité de ces hommes quelquefois bizarres , quelquefois scélérats , qui inquiètent le peuple , qui molestent

les représentans ; qui ne proposent rien ; n'entreprennent rien , ne font rien , & mettent leur gloire ou trouvent leur profit à tout empêcher.

Je veux croire qu'au milieu de ces épines on parviendra à compléter un plan de constitution , au moins sera bien imparfait ; ceux-là mêmes qui l'auront mutilé le querelleront devant le peuple ; un mécontentement , peut-être factice , accueillera l'ouvrage ; de débats en débats les insurrections reviendront , & au lieu de corriger graduellement on renversera.

A la fin le peuple se lasse , & après des insurrections répétées , à la suite desquelles il n'a pas trouvé le bonheur , il recourt au remède du despotisme , comme un malade , tourmenté par des douleurs aiguës , prend de l'opium pour les assoupir.

Ceux qui exagèrent tout , penseront que j'exclus le gouvernement représentatif , & qu'un corps de députés du peuple devant être toujours travaillé plus ou moins par les difficultés que je viens d'énumérer , ma conséquence s'applique à la législation & à l'administration de l'état comme à la constitution.

Je ne balance pas , s'il s'agit d'un corps entier de législation à substituer à nos vieilles coutumes , à nos vieilles loix. Ceci veut encore être , pour ainsi dire , fondu d'un seul jet , & même j'y trouve , à quelques égards , une assemblée nombreuse plus insuffisante. La route à parcourir est plus longue , il y a plus d'écueils , plus d'occasions de se fourvoyer.

Si les loix ne sont pas les enfans propres de la constitution , si elles n'en suivent pas l'esprit , elles la minent , elles l'aboliront. Depuis quatre ans on a fait bien des loix ; si quelqu'un entreprenoit de les réunir & de les classer , il seroit effrayé de leur incohérence , de leur opposition entre elles , & avec les principes généraux à l'ombre desquels elles furent , dans leur temps , conçues.

Il y a bien dans une assemblée une sorte d'opinion , une sorte de volonté qui a l'air de la diriger ; mais elle est implicite , elle est confuse , elle laisse par conséquent une grande latitude aux opinions , aux volontés individuelles. L'initiative que celles-ci exercent leur assure quelque indépendance ; & comme elles se rassemblent à elles-mêmes & non entre elles , il s'ensuit que les résolutions sont